

Examen de la politique de défense

Points de discussion en table ronde

Kamran Bokhari

La stratégie du Canada en matière de sécurité nationale a besoin d'être revue depuis longtemps. Notre pays ne peut plus se permettre de jouer un rôle subalterne en matière de sécurité internationale comme c'est le cas depuis plusieurs décennies. Nous continuons de respecter des politiques qui étaient pertinentes à une époque maintenant révolue. Par conséquent, je félicite le gouvernement Trudeau d'entreprendre ce processus trop longtemps différé d'adapter notre stratégie de défense nationale aux facteurs géopolitiques globaux actuels.

Nous faisons face à un monde dans lequel le pouvoir de l'État s'étiole et où les acteurs non étatiques (organisations terroristes, mouvements d'insurgés, etc.) cherchent à combler ce vide. Bien que le cas du Moyen-Orient soit plus évident, l'affaiblissement au ralenti de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine amplifiera cette tendance. La prochaine région importante qui subira une crise sera probablement l'Asie centrale, où les régimes autocratiques menés par des leaders âgés se dirigent rapidement vers une impasse. L'Eurasie et l'ensemble de l'hémisphère Ouest sont aux prises avec une crise à laquelle l'Amérique du Nord, malgré sa stabilité, doit se préparer.

Le Canada a longtemps compté sur son voisin du Sud pour effectuer le gros du travail en matière de maintien de la sécurité internationale. La magnitude des problèmes internationaux dépasse largement la capacité de gestion des États-Unis. Nous ne pouvons plus laisser cette question aux mains de nos alliés américains. Cela signifie que nous devons cesser d'agir à un moindre degré et jouer un rôle beaucoup plus important que celui que nous avons joué jusqu'à maintenant.

Cela ne peut pas se produire à moins d'accroître la taille de nos forces militaires. Des effectifs de moins de 70 000 militaires en service actif ne correspondent pas du tout à notre rôle en qualité de pays membre du G-8. Ce nombre était suffisant en période de paix relative qui a suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale et même plus récemment à la fin de la guerre froide. Les forces militaires canadiennes pourraient continuer de jouer leur rôle historique et participer aux activités humanitaires ainsi qu'aux activités de reconstruction et de développement. Nous vivons désormais dans un monde de plus en plus dangereux dans lequel nous ne pouvons pas ignorer la nécessité de prendre part à des opérations de combat en collaboration avec nos alliés des deux côtés de l'Atlantique.

Si nous renversons la tendance liée à l'effondrement étatique autour du monde, particulièrement au Moyen-Orient, nous devons aider ces pays à remettre sur pied leurs forces militaires. La remise sur pied des forces militaires afghanes après la chute du régime taliban représente un défi important à cet égard. Il faudra faire de même en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye et à d'autres endroits au cours des années et des décennies à

venir. Nous devons disposer des ressources nécessaires pour contribuer à cette entreprise internationale d'envergure.

L'acquisition de forces militaires plus importantes et plus robustes est également une nécessité étant donné que nous sommes un pays d'immigrants qui proviennent de nombreuses zones de conflit. Afin de nous assurer que l'immigration n'entraîne pas une détérioration de la sécurité au pays, nous devons être beaucoup mieux informés des conditions des pays d'où proviennent nos futurs citoyens. Par conséquent, il est inacceptable de ne pas avoir de service de renseignement étranger dédié. En plus d'une telle organisation, les forces militaires canadiennes doivent accroître leurs propres capacités de renseignement.